



Lettre n°32 du 6 octobre 2017

Au sommaire :

- **En Catalogne comme ici, pour nos droits sociaux et démocratiques, affirmer notre indépendance de classe ! Le 10, toutes et tous en grève et dans la rue ! - Yvan Lemaitre**
- **Le jeune Karl Marx de Raoul Peck ou la jeunesse du marxisme - Bruno Bajou**
- **De quoi la crise est-elle le nom ? - Daniel Minvielle**

**En Catalogne comme ici, pour nos droits sociaux et démocratiques,
affirmer notre indépendance de classe !
Le 10, toutes et tous en grève et dans la rue !**

La révolte du peuple catalan contre l'État espagnol, la violence stupide et bornée avec laquelle celui-ci a répondu, le camouflet qu'il a reçu représentent un séisme politique dont les effets vont dépasser les frontières que les classes dominantes veulent imposer aux peuples... Il est un nouveau craquement de l'Espagne de l'après-franquisme, de leur Europe aussi dont la politique, celle du capital, soulève partout une colère et une révolte grandissantes.

La solidarité face à la répression, le respect du droit à l'autodétermination ne doivent pas, cependant, nous aveugler. A Madrid comme à Barcelone, à Paris ou à Berlin, à Londres ou à Édimbourg, l'avenir n'est pas au nationalisme et, encore moins, au nationalisme des riches contre les pauvres. Le coup porté par la révolte catalane à l'État espagnol ne pourra engendrer une dynamique progressiste que si les travailleurs s'en mêlent non seulement pour défendre leurs droits sociaux mais aussi pour ouvrir une autre perspective à la société que l'indépendantisme libéral. Il s'agit d'une politique pour l'ensemble de la classe ouvrière de l'État espagnol qui s'inscrive dans une perspective européenne pour en finir avec l'État du capital et son Europe et construire une fédération démocratique, socialiste des travailleurs et des peuples. Tout autre chose que l'indépendance dirigée par le gouvernement de la Généralité.

La grève générale du 3 octobre peut, peut-être, être un premier pas pour libérer la classe ouvrière de l'emprise de ce dernier, nous le souhaitons parce qu'il est indispensable que l'intervention des travailleurs se donne sa propre politique.

L'avenir appartient à la solidarité de classe face à la concurrence généralisée orchestrée par les multinationales qui

jouent des rivalités entre les peuples, à une fédération démocratique fondée sur leur coopération pour une Europe des travailleurs et des peuples.

Macron prétend donner un nouvel élan à leur Europe minée par la concurrence entre les bourgeoisies, la montée des nationalismes qui dévoient le mécontentement, les inquiétudes, les craintes face aux ravages de la mondialisation libérale et impérialiste. Qui peut croire un instant à ce bluff de ce président des riches dont toute la politique se plie aux exigences de la mondialisation capitaliste ? C'est bien lui, eux, qui « foutent le bordel » selon l'élégante expression du Président de la république.

La réponse est entre les mains des travailleurs, en Catalogne comme ici. Notre solidarité avec eux, c'est notre propre lutte pour bousculer les frontières de classe.

« Enrichissez-vous ! »

A travers ces luttes nous avons besoin de garder notre fil rouge, notre fil conducteur, notre indépendance de classe. Sans cesse les classes privilégiées veulent rassembler les classes populaires derrière elle, les soumettre à leur direction, étouffer tout sentiment de classe au nom de sentiments nationaux. L'État nous explique que c'est dans l'intérêt collectif qu'il liquide le droit du travail ou qu'il arrose les patrons et les riches de toutes sortes de cadeaux fiscaux. Pourtant, il est de plus en plus évident que cette démagogie est mensongère.

Le remplacement de l'impôt sur la fortune (ISF) par un nouvel impôt sur la fortune immobilière (IFI) permettrait, selon les propos du Premier ministre, de rendre plus de « 3 milliards d'euros aux Français »... Aux Français dit-il ? De qui parle-t-il ? Il donne 3 milliards aux plus riches quand, dans le même temps, il supprime pour 2,7 millions de per-

sonnes pauvres 5 euros sur l'APL ! Et ce sera la baisse des contrats aidés qui financera les mesures en faveur de l'ISF et des revenus du capital !

L'argumentation de Macron-Philippe est simple, que deviendraient les pauvres si les riches ne s'enrichissaient plus ! Je vous enrichis pour que vous puissiez investir et vous enrichir encore plus disent-ils aux patrons !

Selon une étude publiée par Oxfam, « *Réforme fiscale : les pauvres en payent l'impôt cassé* », les 10 % plus riches bénéficieront d'une hausse de revenus au moins 18 fois plus importante que les 10 % les plus pauvres. Elle nous apprend aussi qu'en 2016, les 10 % des Français-e-s les plus riches détenaient plus de 56 % des richesses nationales tandis que les 50 % les plus pauvres se partageaient à peine moins de 5 % du gâteau.

Le CAC 40 a déjà enregistré des bénéfices record (plus de 52 milliards) pour le 1er semestre de cette année. La baisse du taux d'imposition sur les sociétés de 33,3 % à 25 % devrait coûter entre 15 et 17 milliards d'euros par an à l'État français dans un contexte où les recettes de l'impôt sur les sociétés ont déjà baissé de 20 milliards d'euros ces dix dernières années (-40 %).

Alors que les entreprises paient déjà de moins en moins d'impôts malgré une augmentation de leurs bénéfices, le gouvernement fait le choix de diminuer encore plus leurs contributions fiscales.

Enrichissez-vous ! Voilà la politique de Macron-Philippe. Le double langage ne résiste pas à la réalité, Jupiter n'est qu'un mauvais comédien ridicule qui nous joue une bien vilaine comédie. Il devient déjà le point de convergence de tous les mécontentements dont le monde du travail doit prendre la tête.

Pour que les classes exploitées gardent leur indépendance

Face à cette politique de classe, cynique et sans masque, défendre nos intérêts suppose une totale indépendance du pouvoir, des institutions comme des organismes de collaboration de classe et de dialogue social auxquels la bourgeoisie et son État convient les organisations syndicales.

Si la manifestation du 23 septembre appelée par Mélenchon était d'une certaine façon une réussite qui a plutôt donné le moral à celles et ceux qui y ont participé, cette « marche contre le coup d'État social » visait plus à contenir le mouvement contre la loi travail dans le cadre institutionnel, celui de la France, de la République et la défense de l'industrie nationale, qu'à le renforcer.

Et c'est bien ce respect de la fonction et du cadre républicain qui a fait de la confrontation entre Jean-Luc Mélenchon et Édouard Philippe, le Premier ministre, dans l'émission Politique du jeudi 28 septembre, une discussion feutrée où chacun faisait de l'autre son faire-valoir, un duo de faux ennemis. Ou qui le conduit à exprimer en interpellant au parlement le même Premier ministre sa « sidération de voir, à notre frontière, les déchire-

ments dans lesquels est entrée la nation espagnole, notre soeur ».

Et quand JLM s'adresse aux organisations syndicales, c'est aussi avec une attitude de postulant futur Premier ministre ou Président de la République. « *Nous allons nous rapprocher des organisations syndicales pour leur proposer de se mettre à notre tête pour mener le combat, un combat qui soit déterminé, décisif et tous ensemble. Ce n'est pas qu'une bataille sociale, c'est une bataille républicaine* ». Il les invite à se battre pour lui en délimitant le terrain, la République et ses institutions.

Pour les confédérations syndicales, ces institutions, ce sont les multiples cadres où s'organise le dialogue social. Macron voudrait s'en faire le champion. Après les deux mois de discussion de l'été sur la loi travail, il invite, le 12 octobre, les organisations syndicales à discuter de la suite des réformes sur la formation professionnelle, l'apprentissage et l'assurance-chômage. L'objectif est de déposer un projet de loi au Parlement au printemps et de boucler le dossier à l'été.

Participer à ces discussions qui seront du même acabit que les précédentes, ce serait entériner les ordonnances, se soumettre un peu plus à Macron, se mettre la corde au cou. La seule réponse devrait être de les boycotter ou de s'en servir comme tribune pour élargir la mobilisation pour imposer le retrait des ordonnances.

Se mobiliser, faire de la politique

Les ordonnances prévoient la suppression des CHSCT, de les intégrer dans un comité social et économique, cadre du dialogue social voulu par Macron. Il espérait ainsi attirer les syndicats les plus gestionnaires et acquis à la collaboration de classe, la CFDT et FO. Mais les choses ne se passent pas comme prévu. Le mécontentement exerce sa pression, la CFDT n'y a pas échappé, FO et Mailly non plus. Les unions départementales et des fédérations du syndicat ont appelé la centrale à lancer une journée de mobilisation contre la réforme, lors du Comité confédéral national du syndicat.

Tant mieux que le mécontentement bouscule les routines des appareils mais il est clair que pour gagner, c'est-à-dire imposer le retrait des ordonnances, il faudra que le mécontentement se donne les moyens d'affronter le gouvernement, qu'il soit capable de gagner l'opinion à ses exigences, à ses objectifs, qu'il isole politiquement Macron, que les travailleurs prennent eux-mêmes en main leur lutte.

Nous ne sommes pas dans un simple combat syndical mais bien dans un affrontement politique face à un gouvernement qui joue sa crédibilité, son avenir et à une bourgeoisie qui ne lui pardonnera pas d'échouer.

La bourgeoisie, ceux qui la servent, ont une politique. Les affronter suppose d'en avoir une pour les isoler politiquement, pour rassembler l'ensemble des forces du monde du travail, gagner l'opinion face à la gabegie, à l'incurie et au cynisme de l'oligarchie financière qui dirige le pays. Chaque moment de la lutte doit s'inscrire dans une pers-

pective globale même si il concerne telle ou telle branche professionnelle pour dépasser les réflexes corporatistes que flattent les directions des appareils syndicaux. On le voit avec la mobilisation des routiers : le gouvernement a été contraint à un recul non négligeable. Cela montre que c'est possible, et peut encourager à la lutte, même si les « partenaires sociaux » se sont entendus pour que le « compromis » trouvé ne contrevienne pas aux ordonnances. Et Pénicaud s'est empressée de mettre en scène son recul forcé et la signature de syndicats : « *Il n'y a pas de brèche comme certains le croient. Il y avait des questions qui existaient dans le transport depuis longtemps qui avaient besoin d'être abordées [...] Les ordonnances créent un champs nouveau de dialogue social. Il y avait besoin de clarifier. Et donc on a clarifié ça* »...

Pour aller au-delà, il faut une politique qui parle au nom de l'intérêt général, dans laquelle l'ensemble du monde du travail puisse se reconnaître, forger les sentiments et une conscience qui puissent rassembler et unir. Le mouvement ouvrier a à se donner les moyens de réussir contre le pouvoir ce que les indépendantistes catalans ont réussi à faire autour d'eux, mais au nom des intérêts et de la solidarité du camp des classes exploitées.

Préparer l'affrontement pour gagner, c'est contribuer à ce que se forge une commune révolte de classe, une commune solidarité des classes exploitées rassemblant la population contre un gouvernement qui sacrifie les intérêts de la collectivité à ceux de l'oligarchie financière.

Yvan Lemaitre

Le jeune Karl Marx de Raoul Peck ou la jeunesse du marxisme

Après un documentaire nominé aux Oscars *I'm not your Negro* sur l'écrivain afro-américain James Baldwin, et à travers lui, sur la lutte toujours d'actualité contre le racisme et pour l'émancipation, le cinéaste haïtien Raoul Peck a voulu faire de son nouveau film, *Le jeune Karl Marx*, un appel à redécouvrir et à s'emparer du contenu révolutionnaire et émancipateur de la pensée de Marx.

Pour se libérer du poids de plus de 150 ans de calomnies, de caricatures dont Marx est toujours l'objet de la part des défenseurs du capitalisme, comme du poids de la « statue du commandeur » érigée par le stalinisme qui a fait du marxisme un dogme mort, il fallait redonner aux idées révolutionnaires de Marx toute la vivacité de la jeunesse. C'est le pari de Raoul Peck : tourner le dos à l'image caricaturale du « vieux barbu » doctrinaire pour mieux retrouver celle du jeune intellectuel révolutionnaire. Pari réussi !

Le film ne retrace que quelques années de la vie de Marx, entre 1843 à 1848, et reconstitue avec beaucoup de vie, en Allemagne, en Belgique, en France comme en Angleterre, l'atmosphère intellectuelle et politique de cette période de naissance du mouvement ouvrier. Ce sont les années de la rencontre de Marx et du début tumultueux de son amitié avec Engels, les années de son engagement au sein des premières organisations ouvrières clandestines et de la rédaction du *Manifeste du Parti communiste* qui pose pour la première fois les bases scientifiques d'un programme communiste.

Le film fait le portrait de Marx, mais aussi d'Engels et redonne au passage toute leur place à leurs compagnes Jenny et l'ouvrière irlandaise Mary Burns. Il les montre dans leur vie, au quotidien, confrontés aux difficultés de la censure, de la répression et de l'exil, soudés par une profonde solidarité et une même volonté. « *Ils sont jeunes, ils ont la vingtaine, ils sont révoltés et ils ambitionnent de changer le monde.* » insiste Raoul Peck qui a fait le choix de partir de leurs propres paroles, tirées en partie de leurs corres-

pondances mais aussi directement des écrits de Marx et d'Engels.

La révolte de Marx comme celle de son ami Engels est d'abord concrète, ancrée dans la réalité sociale de leur temps, dans la réalité de l'oppression subie par les paysans comme par les ouvriers. En témoigne la scène d'ouverture qui illustre un des premiers articles publiés par Marx, qui lui valut la censure et l'exil, dénonçant la violente répression frappant les paysans pauvres de Moselle, coupables de ramasser du bois mort dans des forêts privatisées par l'essor du capitalisme. Le droit de propriété d'une minorité a conduit à l'interdiction de droits ancestraux vitaux pour le plus grand nombre. Pour Marx, derrière les grands principes universels qui fondent le droit, il n'y a que de sordides intérêts de classe.

Marx et Engels, curieux de tout, refusent de se contenter de généralités ou d'une condamnation morale de l'injustice et de l'oppression, ils veulent d'abord étudier et comprendre cette réalité sociale inacceptable qu'ils voient sous leurs yeux. Pour cela ils remettent tout en doute, critiquent les idées reçues de leur temps pour étudier scientifiquement les sociétés humaines, leur histoire, la réalité des antagonismes de classes qui les structurent pour armer la révolte, pour donner une base matérielle à l'aspiration à l'émancipation, une conscience de classe.

Le film reconstitue tout le bouillonnement des débats démocratiques dans lesquels Marx et Engels se sont plongés dans ces années qui ont précédé les révolutions de 1848 en Europe, au sein d'un mouvement ouvrier encore dominé par les idéaux de la Révolution française et par différentes utopies socialistes. Dans ces débats, comme le rappelle Raoul Peck, « *Les deux amis sont durs ? ; ils ne mâchent pas leurs mots. Mais ils sont toujours ouverts à la discussion, ils ne renoncent jamais à convaincre leur auditoire...* »

Ainsi quand, lors d'un banquet Républicain, Proudhon proclame la formule qui l'a rendu célèbre « *la propriété,*

c'est le vol ! » sous les applaudissements d'une assemblée d'ouvriers, Marx l'interpelle « *La propriété, quelle propriété ? La propriété privée, bourgeoise ?* » et devant ses justifications embrouillées, de conclure « *ce sont des abstractions... »*.

C'est en prenant toute leur place dans la lutte concrète que Marx et Engels ont mené cet indispensable débat pour armer les idées d'émancipation d'une conscience de classe. Ainsi, grâce notamment à Mary Burns, ils rentrent en contact et rejoignent une des premières sociétés secrètes ouvrières européennes, la Ligue des Justes.

Le film montre comment Marx rompt violemment avec l'un de ses principaux leaders Wilhelm Weitling, ouvrier charismatique mais professant un socialisme mystique. « *L'ignorance n'a jamais aidé personne* » lui lance ainsi le jeune Karl Marx.

De même, une des scènes du film qui résume tout l'enjeu de ce combat d'idées montre Engels devant une assemblée de la Ligue des Justes confrontant sa devise « *Tous les hommes sont frères* » avec la réalité sociale des rapports d'exploitation vécus par tous. Non patron et ouvrier, ex-

ploiteur et exploité ne sont pas frères. La nouvelle devise s'impose alors : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* ».

A travers son film engagé, Raoul Peck a voulu adresser un message à la jeunesse, auquel on ne peut que souscrire : « *Mon but, dès le début, a été que cette formidable histoire inspire les jeunes d'aujourd'hui, qu'elle nourrisse leurs propres combats. Je n'ai pas fait ce long métrage en regardant dans le rétroviseur, mais bien devant, vers le présent et l'avenir. Ce film se veut un appel à prendre sa vie en main, comme l'ont fait ces trois jeunes gens à leur époque, et à changer tout ce qui doit l'être, sans se poser de limites a priori. Connaissez votre histoire, apprenez à repérer les liens entre les événements à première vue épars, armez-vous intellectuellement, organisez-vous et battez-vous ?! C'est un travail ?! Tel est le message* ».

Un film à voir qui invite au débat, à la réflexion et à la lutte car pour reprendre une des répliques de Jenny dans le film « *il n'y a pas de bonheur sans révolte contre l'ordre social* ».

Bruno Bajou

De quoi la crise est-elle le nom ?

La crise, nous dit-on, serait une fatalité, le mot revient comme une litanie, mis à toutes les sauces, désignant un mal mystérieux sans remède, tout au plus des expédients. Pourtant, ce mot recouvre à l'évidence une réalité patente, la faillite des classes capitalistes, de l'oligarchie financière, de la propriété privée des moyens de production et d'échange sur laquelle repose le droit que s'octroie une minorité de parasites de s'approprier les richesses produites par la classe des producteurs.

Chacun peut faire, chaque jour, le constat de cette réponse simple et évidente même si elle est masquée par un écran de fumée, la propagande des classes capitalistes qui investissent des milliards dans les médias pour convaincre les classes exploitées que l'économie de marché est le seul système moderne et efficace, qu'il n'y en a pas d'autre possible.

Mais alors pourquoi les crises, pourquoi cette crise permanente dans laquelle est entrée la société à l'échelle mondiale ? Et comment peut-on considérer comme moderne une société dans laquelle l'écart entre les possibilités matérielles et techniques dont dispose l'humanité et le dénuement terrible qui en frappe la majeure partie n'a jamais été aussi flagrant ?

Selon une étude récente de l'ONG Oxfam, les 1 % les plus riches détiennent autant de richesses que le reste de la planète. On y lit : « *Il est indécent que tant de richesses soient concentrées dans les mains d'une si infime minorité, quand on sait qu'1 personne sur 10 dans le monde vit avec moins de 2 dollars par jour. Les inégalités relèguent des centaines de millions de personnes dans la pauvreté, fracturent nos sociétés et affaiblissent la démocratie* »...

Cette « indécence », cette fuite en avant de la société vers la catastrophe, ont une cause profonde : c'est de son organisation sociale que l'humanité est malade, du système capitaliste. La critique qu'en a faite Marx au siècle dernier est plus que jamais d'actualité. Des millions d'hommes, de femmes, de jeunes ou d'enfants en font tous les jours la cruelle expérience : le triomphe de l'économie de marché est une catastrophe pour l'humanité. Mais à partir de cette brutale confrontation, une nouvelle conscience se développe, les couches les plus larges des classes défavorisées se convainquent de la légitimité de leurs exigences. Cent ans après Octobre 1917, une nouvelle période révolutionnaire mûrit.

La mondialisation, l'aggravation de toutes les contradictions explosives du capitalisme

La propagande capitaliste nous avait seriné, après l'effondrement de l'Union soviétique en 1990, que l'Humanité était entrée dans la « fin de l'histoire ». On nous vantait le temps enfin venu de la « mondialisation heureuse » : il suffisait d'attendre que la généralisation de la « libre concurrence », désormais possible à l'échelle du monde entier, fasse son effet pour que les inégalités s'effacent, que le règne de la démocratie et de la paix commence. En attendant ces jours heureux, les profits s'envolaient, dans l'euphorie... au prix d'une offensive permanente contre le monde du travail et tandis que s'accumulaient les contradictions qui allaient déboucher sur la crise de 2007-2008. Cette crise a brutalement mis un terme au mythe, initiant dix années de récession économique et d'accentuation de la guerre de classe menée contre les travailleurs et les peuples. Les discours sur la « mondialisation heureuse » ont laissé place à ceux qui nous annoncent au moindre

frémissement des « indices de croissance », que la « *sortie du tunnel est en vue* »...

C'est du bluff, la crise continue de plus belle. L'exacerbation de la concurrence née de la récession se transforme en guerre économique, accentue la montée des militarismes et l'extension des conflits militaires, poussant des dizaines de milliers de réfugiés à l'exode. Les capitaux à la recherche de profits faciles se précipitent plus que jamais dans la spéculation et « l'économie de la dette », préparant un nouvel effondrement financier généralisé. L'exploitation débridée des ressources terrestres par une économie dont la seule préoccupation est la rentabilité immédiate menace l'humanité d'une catastrophe environnementale. La guerre de classe que mènent, à l'échelle de la planète, une poignée d'oligarques financiers et les gouvernements aux ordres se poursuit de plus belle. Elle se traduit par une aggravation sans précédent des inégalités sociales et accentue, dans le même temps, la récession chronique qui frappe l'économie mondiale.

La mondialisation, c'est quarante années d'une guerre de classe acharnée contre les travailleurs et les peuples à travers laquelle les « vieux » impérialismes (USA, Japon, Allemagne, Grande Bretagne, France) ont tenté de restaurer leurs taux de profits dont l'effondrement s'était traduit par la crise mondiale des années 1970. Cette guerre de classe sans répit a certes permis aux profits et aux dividendes que se partagent les « 1% » d'exploser, mais elle a aussi conduit le capitalisme à une impasse.

Le capitalisme s'avère incapable de « sortir du tunnel ». Il a épuisé toutes ses possibilités de développement et ne se survit qu'au prix d'une terrible régression sociale, dans une fuite en avant pour arracher toujours plus de richesses par l'exploitation du travail humain à l'échelle de la planète.

La mondialisation de l'exploitation salariée

La mondialisation n'est pas une perversion d'un capitalisme idéalisé ni le résultat de la mise en œuvre délibérée d'un « modèle » néolibéral concocté par certains idéologues de la bourgeoisie. Elle s'inscrit dans la logique même de l'évolution de la société capitaliste, soumise à ses propres contradictions et à la lutte des classes.

En se « mondialisant », le capitalisme a poursuivi un processus qui caractérise l'économie de marché depuis ses origines, sous sa forme marchande et dans son berceau féodal. « *La base du mode de production capitaliste est constituée par le marché mondial lui-même* » écrivait Marx. « *Poussée par le besoin de débouchés de plus en plus larges pour ses produits, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, mettre tout en exploitation, établir partout des relations* ». (*Manifeste du Parti communiste*)

Les transformations des quarante dernières années s'intègrent dans ce processus. La mondialisation, dans ses fondements, est la généralisation à l'échelle mondiale du rapport de classe qui définit le capitalisme, l'exploitation salariée, le salariat.

La propagande patronale voudrait faire croire que le salariat est un libre contrat entre salariés et patrons. C'est masquer ce qu'il est réellement, un rapport social de domination et d'exploitation qui permet aux capitalistes de s'approprier légalement le produit du travail de l'ouvrier dont ils ont acheté la force de travail en échange d'un salaire. Ce salaire est inférieur à la valeur créée par ce travail, la valeur ajoutée, que s'approprie le capitaliste. Et c'est le vol légal de la plus-value, différence entre la valeur ajoutée et le salaire, qui est la source des profits dont se nourrit le capitalisme. Ce rapport social est le moteur du système capitaliste, sa raison d'être, aucun salarié, aucun être humain aujourd'hui n'y échappe.

La guerre permanente que livrent les capitalistes à la classe ouvrière pour la diminution du « coût du travail », autrement dit l'augmentation de la plus-value, est la meilleure démonstration de la validité de cette idée fondamentale de Marx, la théorie de la plus-value.

Mais toute la propagande des classes dominantes, étayée par une armée d'économistes aux ordres, vise au contraire à la masquer, à ressasser sous des formes diverses ce mensonge historique qui voudrait faire croire que le capital a créé... ce qu'il a volé. Mensonge sur lequel Macron prétend baser sa politique dans la foulée de ses prédécesseurs : donner de l'argent aux patrons pour qu'ils puissent investir...

Qui crée la valeur ? Le capital ou le travail ?

Marx a donné une réponse à cette question avec la loi de la valeur-travail qui est la base, avec la théorie de la plus-value, de la critique marxiste de l'économie capitaliste. Il distingue la « valeur d'usage » d'une marchandise, son utilité pour le « consommateur », et sa « valeur d'échange », ou « valeur », qui s'exprime par le prix. Ce qui fait la valeur d'une marchandise, c'est la quantité de travail accumulé dans sa production. A chaque étape de la production, le « travail vivant » des salariés apporte une « valeur ajoutée » aux matériaux, énergies, etc., qui entrent dans la fabrication. Leur valeur est elle-même définie par la quantité de travail qui a été nécessaire à leur production. Marx l'appelle « travail mort ». Ainsi, la valeur de toute marchandise est égale à la somme du « travail mort » et du « travail vivant » (la « valeur ajoutée ») mis en œuvre au cours de sa production.

La mystification selon laquelle le capital serait à la source de toute nouvelle valeur est ainsi démasquée. Le patron ne paie pas à l'ouvrier la valeur de son travail, qui correspond à la valeur ajoutée, mais celle de sa force de travail, la valeur de ce qui est nécessaire à l'entretenir et la reproduire. L'accumulation des richesses dont disposent les classes dominantes sous forme d'argent, de produits de luxe, d'actions, de titres de dette, etc., n'est que le produit de l'accumulation de plus-value extorquée au fil du temps à d'innombrables générations d'exploités.

« *Le capital, écrivait Marx, est du travail mort, qui ne s'anime qu'en suçant tel un vampire du travail vivant, et qui est d'autant plus vivant qu'il en suce davantage.* » (*Le Capital*)

Les fondements de la guerre de classe entre patrons et salariés sont là, dans la lutte pour le partage de la valeur ajoutée entre salaires et plus value. Salariés et capitalistes ne sont pas « partenaires » dans la production de richesses destinées à satisfaire un prétendu « intérêt général », ils ont des intérêts diamétralement opposés. Le rapport social qui les lie est un rapport d'exploitation. Il divise la société en deux classes fondamentalement irréconciliables : la classe des bourgeois, de ceux qui possèdent les moyens de production, la possibilité légale de s'accaparer la plus value ; la classe des prolétaires, ceux qui n'ont pas d'autre solution, pour gagner de quoi vivre, que de vendre leur force de travail.

Les multinationales ont mis le monde en coupe réglée

La mondialisation libérale et impérialiste a débuté au début des années 1980 alors que l'économie mondiale, contrôlée par quelques puissances, Grande Bretagne, Allemagne, France, Japon, sous l'égide des USA, était plongée dans une crise profonde, l'effondrement des taux de profit. La réponse des bourgeoisies a consisté tout d'abord en une offensive massive contre leurs classes ouvrières pour reprendre une partie des acquis sociaux lâchés à la sortie de la 2^{ème} guerre mondiale pour acheter la paix sociale. Reagan aux USA, Thatcher en Grande Bretagne lançaient dès 1980 une attaque extrêmement brutale. Mitterrand et l'Union de la gauche allaient le faire plus en douceur à partir de 1981. Forts des illusions que leur arrivée au pouvoir avait suscitées dans la classe ouvrière, de la complicité des confédérations syndicales et de la pression d'un chômage de masse qui s'installait, ils ont permis en six ans de faire passer la part des profits dans la valeur ajoutée de 25% à 35%, tandis que la part des salaires passait de 75% à 65%.

Le chômage de masse, l'existence de cette « armée de réserve du capital » comme l'appelait Marx, a instauré un rapport de force extrêmement favorable à la bourgeoisie. Un des arguments également de sa propagande : c'est au nom de « l'emploi » que les gouvernements n'ont cessé de mener leurs offensives contre les salaires, les droits des travailleurs et de redistribuer des milliards et des milliards au patronat.

En même temps qu'elles passaient à l'offensive contre leur propre classe ouvrière, les grandes firmes impérialistes entamaient le processus à travers lequel elles allaient, en quelques années, étendre l'exploitation salariale à l'ensemble de l'économie mondiale, imposant la libéralisation des règles du commerce international qui supprimait les obstacles à la circulation des capitaux et, dans une moindre mesure, des marchandises.

En implantant des filiales de production dans certains pays du tiers monde, les grandes firmes impérialistes se sont transformées en multinationales. Elles ajoutaient l'exploitation d'une main d'œuvre très bon marché, inorganisée, sans la moindre protection sociale, au pillage des richesses (pétrole, uranium, minerais en tout genre, etc.) des

pays pauvres, qu'elles poursuivaient de plus belle. Quelques grandes multinationales de la chimie et de l'agro-alimentaire étendaient leur mainmise sur des pays entiers, les transformant en immenses plantations, détruisant ce qui restait de l'agriculture de subsistance qui permettait aux populations locales de survivre tant bien que mal.

Produire bon marché des marchandises pour l'essentiel destinées à être vendues sur les marchés des pays riches a permis à ces trusts de dégager de juteux surprofits. Lesquels attiraient de nouveaux capitaux, générant un emballement des investissements directs à l'étranger (IDE), et dans leur sillage, la constitution de grandes multinationales bancaires.

S'appuyant sur le développement des « nouvelles technologies », informatique, réseaux de communication, le processus a profondément changé l'économie mondiale. De nouveaux flux commerciaux internationaux se sont mis en place.

De nouvelles puissances économiques ont « émergé », les BRICS (Brésil-Russie-Inde-Chine-South Africa). La Chine, principale destinataire des IDE industriels, est ainsi devenue « l'usine du monde », suivie dans une moindre proportion par l'Inde. En quelques années, la Chine est sortie d'un état économique quasi féodal, basé pour l'essentiel sur une agriculture très arriérée. Des millions de jeunes paysans pauvres ont quitté leurs campagnes pour se transformer en prolétaires dans les usines qui poussaient comme des champignons, transformant des villes comme Shanghai en mégapoles industrielles et financières.

L'économie mondiale est actuellement dominée par une poignée de firmes qui exercent une véritable dictature sur l'ensemble de la production, dans tous les secteurs économiques : financier, industriels, miniers, agro-alimentaires, distribution, pharmacie, services... Parmi les 500 plus importantes, un tiers sont des entreprises financières, banques et assurances, suivies par les industries pétrolières et les télécommunications. Dans le TOP 100, 54 ont leur siège social aux USA, 11 en Chine, 7 en Grande Bretagne, 5 en Allemagne, 4 en France (Total, Sanofi, L'Oreal, LVMH).

En haut du palmarès mondial se trouve le groupe US de distribution Walmart, dont le chiffre d'affaires de 2016 a dépassé 485 milliards de dollars, presque deux fois le PIB du Portugal. Il emploie 2,3 millions de salariés. Dans les assurances, c'est Axa qui arrive en tête en 2016, avec 100 milliards d'euros de chiffre d'affaires, 5,7 milliards de résultat opérationnel, 107 millions de clients, dont 9 en France. Dans le secteur pétrolier, les sommets de la liste sont disputés par des sociétés US et chinoises, avec des chiffres d'affaires de plus de 250 milliards. Total arrive en 6^{ème} position. Implantée dans 130 pays, elle emploie 100 000 salariés, dont 30% en France. Avec 142 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2016, elle a distribué 5,9 milliards de dividendes à ses actionnaires, juste derrière Sanofi (6,66) et devant Vivendi (5,7). En 2017, une poignée de grands actionnaires se sont partagé 1200 milliards de dollars de dividendes.

Les multinationales contrôlent la recherche et les nouvelles technologies. Elles imposent leur loi à des milliers de petites entreprises sous-traitantes, de travailleurs indépendants, comme à leurs salariés directs. De leurs choix économiques dépendent les prix des matières premières, la production de pays entiers et donc la vie de centaines de millions d'hommes et de femmes à travers le monde. Leur puissance économique leur permet de réaliser des profits colossaux en imposant leurs prix aux petits producteurs comme aux consommateurs, en imposant leurs lois aux Etats.

La concurrence mondialisée

La mondialisation capitaliste, c'est la mondialisation de l'exploitation salariée et du marché, c'est-à-dire de la concurrence.

Avec le développement des pays émergents, en particulier de la Chine, dans un monde ouvert à la circulation des marchandises et des capitaux, la classe ouvrière des pays riches a été mise en concurrence directe avec celle des pays pauvres. Elle a été ainsi maintenue sous la menace permanente du chômage, des délocalisations, subissant attaques sur attaques pour baisser les salaires, directs comme indirects, retraites, santé, code du travail... S'y ajoutaient la privatisation systématique des services publics, « ouverture au capital » à la recherche de la moindre bribe de travail à exploiter, au détriment des services rendus aux populations.

Le fait que certains trusts chinois fassent actuellement jeu égal dans certains secteurs avec les multinationales des pays impérialistes donne la mesure des bouleversements profonds apportés par la mondialisation. La Chine a su profiter de l'afflux massif d'IDE venus d'Europe et des Etats-Unis pour développer ses propres trusts, capables de concurrencer les firmes américaines, européennes ou japonaises, y compris dans des secteurs dits « de pointe ».

Cette concurrence est exacerbée par l'état de quasi stagnation dans lequel se trouve plongée l'économie mondiale depuis 2007. Les multinationales chinoises étendent leur exploitation en Afrique, en Amérique latine, dans l'exploitation des matières premières, dans la construction de filiales de production à travers lesquelles elles vont à leur tour exploiter une main d'œuvre à bas coût. Inversant les flux, des capitaux chinois s'investissent actuellement dans des entreprises européennes ou américaines...

Les rapports de force économiques internationaux sont bouleversés, raison pour laquelle l'apologie du « libre échange » a laissé place aux discours protectionnistes de Trump, à « *L'Amérique d'abord !* ». Dans l'économie de marché, le « libre échange », c'est la capacité donnée à l'économie la plus avancée de gagner des parts de marché, d'imposer sa loi à la concurrence. Mais la bourgeoisie américaine, qui avait pu bénéficier du statut incontesté de première puissance mondiale depuis la fin de la 2ème guerre mondiale, voit son hégémonie contestée et tente

de se protéger de la concurrence. Le « protectionnisme » à la Trump ne vise pas à replier l'économie américaine sur une quelconque autarcie. Elle est une déclaration de guerre à tout ce qui vient aujourd'hui remettre en cause les « équilibres » du passé, Chine en tête.

La concentration des richesses provoque inégalités et paupérisation croissantes

La richesse se concentre entre les mains d'une minorité toujours plus infime de la population, au prix d'une régression généralisée des conditions d'existence de l'immense majorité.

Dans les anciennes puissances capitalistes, la dégradation des conditions d'existence a touché non seulement la classe ouvrière, mais également des couches toujours plus larges de la petite bourgeoisie, artisans, commerçants ou paysans. La paysannerie est poussée à la ruine. En France, il y avait 4 millions de paysans en 1963. Ils n'étaient plus que 900 000 en 2016, 9,6 % de la population active. La disparition des petites exploitations s'accompagne de la création de grandes fermes, usines spécialisées dans une production particulière. Les jeunes issus des campagnes sont prolétarisés, contraints à chercher un travail salarié.

La régression sociale a brutalement frappé la couche supérieure de la classe ouvrière dont la promotion sociale avait assuré une certaine stabilité à la domination de la bourgeoisie. Il n'y a plus d'avenir pour les générations nouvelles de cette couche sociale condamnée à revenir au mieux à la condition ouvrière, sinon au chômage ou aux « petits boulots » surexploités qui prolifèrent sous le nom d'« auto-entreprenariat » ou d'« ubérisation ».

Dans les pays les plus pauvres, en Afrique en particulier, les économies de subsistance ont été détruites par la mainmise dans grands trusts de l'agro-alimentaire. Des populations entières, totalement démunies, condamnées aux pires conditions de survie, cherchent une issue dans l'émigration. Au prix de leur vie, ils tendent de franchir mers et frontières, pour devenir prolétaires, chair à profit sans papiers, dans l'eldorado des grands centres de l'exploitation capitaliste.

Bilan de ce processus de « paupérisation absolue », comme le définissait Marx, 8 personnes se partagent aujourd'hui autant de richesses que la moitié la plus pauvre de la planète. Au cours des 20 prochaines années, 500 personnes lègueront à leurs héritiers une somme supérieure au PIB de l'Inde, qui compte plus de 1,3 milliards d'habitants. Cela alors que, d'après l'ONU, il suffirait d'à peine 0,3 % du PIB mondial pour éradiquer la faim dans le monde d'ici 2030.

La mondialisation libérale impérialiste a poussé à ses limites le processus d'accaparement des richesses tout en soumettant au rang de prolétaire, avec ou sans travail, l'immense majorité de la population mondiale mise brutalement en concurrence sur le marché international du travail.

Euphorie boursière et bulle spéculative, ou le parasitisme exacerbé du capital

Les multinationales tirent de la mise en coupe réglée de la planète des masses de capitaux exorbitants. Ces capitaux, en croissance permanente, ont besoin de terrains d'investissement capables de les absorber et de les faire fructifier avec des taux de profit équivalents. Mais, malgré l'emballage de la production dans les pays émergents au cours des années 2000, la croissance mondiale de la production de biens et de service est restée bien inférieure à la croissance des capitaux disponibles, qui se sont précipités dans toute sorte d'opérations spéculatives.

Les moyens modernes de communication font qu'il suffit aujourd'hui d'un quart de seconde pour transmettre un ordre de bourse à l'autre bout de la planète. Les banques emploient des armées de traders dont la fonction consiste à acheter des titres puis à les vendre, le plus rapidement possible, en en tirant un bénéfice. C'est le Trading haute fréquence, dans lequel des ordinateurs peuvent remplacer les traders.

Le boursicotage se nourrit de l'espoir que la valeur des titres ne va cesser de grimper : ce que j'achète, je pourrai le revendre plus cher... Et de fait, la magie semble opérer, les « valeurs » oscillent à la hausse et à la baisse, mais leur moyenne ne cesse de monter. L'afflux d'acheteurs attirés par des valeurs en hausse... fait monter ces valeurs, ce qui attire de nouveaux acheteurs, etc. Cette « euphorie boursière » se traduit par la création d'une masse de capitaux « fictifs », ne venant d'aucun travail productif, et qui s'accumule dans des bulles spéculatives, sous forme de « capitalisation boursière », produit du nombre de titres en circulation par la valeur à laquelle ils s'échangent à un moment donné sur le marché financier correspondant.

La vitesse à laquelle peuvent se gonfler ces bulles est considérable. Entre 2015 et 2016, la « capitalisation boursière » de Google a gonflé de 143 milliards de dollars, suivi d'Amazon, 104, de Microsoft, 103... De telles augmentations n'ont absolument rien de commun avec la croissance réelle de ces sociétés. La « capitalisation boursière » est totalement déconnectée de la valeur économique des sociétés qu'elle est censée représenter. Jusqu'à ce que la bulle explose, que l'euphorie face place à la panique...

Le capital financier, foncièrement parasitaire, est aveugle, dévastateur. Il n'est porteur d'aucun développement réel, car il soumet toute la production des richesses indispensables à la vie des hommes à son seul but, la recherche du profit le plus immédiat. Aujourd'hui, à peine un peu plus de 1 % des transactions financières mondiales correspond à un échange réel de biens et de service. Cela donne la mesure du niveau de parasitisme atteint par le capital.

L'économie de l'endettement pour nourrir la finance

Le crédit est indispensable au fonctionnement de la société capitaliste : pour qu'une production puisse exister, il faut avancer l'argent nécessaire à la mettre en œuvre

avant de récupérer la mise par la vente. Son mécanisme est, en même temps, une véritable pompe à richesse par laquelle les sommets de la finance accaparent une partie des richesses produites par le travail. C'est le cas avec les crédits aux ménages, où les intérêts qui reviennent aux banques sont prélevés sur les revenus du travail, les salaires ; avec le crédit aux entreprises où les intérêts payés par le patron de l'usine viennent du profit qu'il a réalisé sur le dos des salariés ; et de la dette publique, où les intérêts payés par les Etats sont issus des impôts, payés pour une bonne part par les travailleurs.

Avec la montée de la financiarisation de l'économie, au cours des années 2000, « l'économie de la dette » a atteint des proportions considérables. Elle est devenue un des terrains de prédilection de la spéculation financière. Non contentes d'attendre les intérêts de leurs prêts, les banques en tirent une multitude de « produits dérivés », paniers de titres divers, assurances contre les risques, etc., qui entrent à leur tour dans la valse de la spéculation, faisant fleurir de nouvelles bulles spéculatives.

Le déclenchement de la crise de 2007 est due à l'explosion d'une de ces bulles, dite des « subprimes », un secteur du crédit immobilier s'adressant aux plus pauvres aux Etats-Unis. Mais cela n'a pas pour autant mis un frein à la course généralisée à l'endettement, bien au contraire, comme le montre le tableau ci-après.

Evolution du stock mondial de dette
(milliers de milliards de dollars)

	2004	2007	2014
Ménages	19	33	40
Entreprises	26	38	56
Etats	22	33	58
Finance	20	37	45
Total	87	142	199

La suraccumulation du capital financier à l'origine de la crise

Les dirigeants des institutions financières, les gouvernements, les grands financiers, sont tout à fait conscients de la menace que fait peser sur l'ensemble du système financier et de l'économie un tel « stock » de dette. Ils vivent dans la hantise d'une nouvelle explosion, qu'ils savent inéluctable. Mais s'ils se sont avérés impuissants à inverser la tendance, ça n'est pas parce qu'ils n'auraient « rien appris » de la crise de 2007. C'est que la logique même du système capitaliste, la nécessité où il est pour se survivre de trouver toujours plus de nouveaux terrains d'investissement, de plus-value à piller, le conduit inexorablement à poursuivre la même fuite en avant destructrice. Jusqu'au krach...

La crise de 2007 n'est qu'une étape d'une crise plus générale, qui se poursuit aujourd'hui, celle d'un système en faillite. Elle en est également un seuil. La fin de l'illusion

que cette course à la dette dans laquelle chaque nouvel emprunt pouvait permettre de rembourser les précédents tout en s'enrichissant était devenu le fonctionnement « normal » de l'économie.

Avec le déclenchement de la crise, l'euphorie spéculative s'est transformée en panique, entraînant l'enchaînement en cascade d'une série d'effondrements boursiers, bancaires, économiques... Face au krach généralisé qui menaçait de tout emporter sur son passage, Etats et institutions financières internationales ont injecté dans le système financier une quantité astronomique de milliards afin de le sortir de l'effondrement dans lequel l'avait conduit sa propre avidité. La dette privée des banques s'est transformée en dette publique, déclenchant en Europe une nouvelle étape de la crise, prétexte, pour les Etats, à lancer une nouvelle offensive destinée à faire payer la facture aux classes opprimées.

Le seul « régulateur » du système, la crise

L'explosion de la bulle des « subprimes » et l'effondrement qui a suivi étaient un brutal rappel à l'ordre de la loi de la valeur-travail. Les capitaux qui ne peuvent plus réaliser les plus-values attendues ne valent plus rien. A travers les crises, le capitalisme subit les contradictions qui sont inhérentes à l'anarchie de son propre fonctionnement. Il se purge brutalement de ses capitaux fictifs, ajuste ses capacités de production à la demande solvable, par la faillite et la fermeture des entreprises les moins rentables, en jetant leurs travailleurs au chômage.

Malgré son caractère dévastateur et son coût économique et social dramatique pour les classes exploitées, la crise est considérée par la bourgeoisie comme un phénomène cyclique auquel on ne peut échapper. Après la crise, le capital purgé de ses contradictions est censé partir de plus belle, au bénéfice des capitalistes qui ont su tirer leur épingle du jeu, profiter de la chute des plus faibles pour se renforcer... Mais la belle mécanique est détraquée, à bout de souffle.

Le capitalisme en crise permanente ou la faillite historique de la classe bourgeoise

Après dix ans de « traitement » de la crise, la stagnation économique est désormais généralisée, y compris pour les pays émergents que l'on nous présentait comme « *ti-rant l'économie mondiale* ».

Les reculs sociaux massifs imposés aux classes ouvrières des pays riches ont freiné la croissance de la demande solvable globale. En Chine, cette stagnation mondiale freine les exportations. Le retrait massif des investissements étrangers fuyant la baisse des profits due aux menaces de récession mais aussi au fait que la classe ouvrière chinoise a su imposer par ses luttes de substantielles hausses de salaire a été compensée par le recours massif à l'emprunt. En quelques années, la Chine est devenu un des pays les plus endettés du monde.

Le niveau d'endettement global s'est accentué, passant de 142 mille milliards de dollars en 2007 à 199 en 2014. Avec la récession économique, l'appauvrissement généralisé des populations et des travailleurs, bien de ces créances ne pourront être remboursées, réduisant à néant la valeur des titres détenus par les « investisseurs » financiers. La multitude de « véhicules » financiers par lesquels ils ont cru pouvoir démultiplier leur racket perdront toute valeur par la même occasion, transmettant l'effondrement à l'ensemble du système financier, pour en fin de compte se répercuter dans le domaine de la production des biens et des services, avec des conséquences sociales dramatiques.

Le système capitaliste est entré dans un état de crise permanent. Il est arrivé au terme de ses capacités de développement. C'est l'expression de la faillite des classes dominantes, une fin annoncée...

Faux échec de l'économie planifiée, vraie faillite de l'économie de marché

Un peu plus d'un quart de siècle après la chute de l'URSS, l'économie de marché, que l'on nous présentait alors comme l'avenir « naturel » de l'Humanité, ne se survit qu'au prix d'une régression économique et sociale continue, nous conduisant inexorablement à la catastrophe.

Le fait que le capitalisme ait atteint ses « frontières » ne disqualifie pas seulement les politiques dites « néolibérales » mais aussi toutes les politiques qui prétendent pouvoir mettre fin à la crise sans remettre en cause ce qui en fait le fondement, des rapports sociaux basés sur le salariat, dans un monde régi par la propriété privée des moyens de production et d'échange, l'économie de marché.

Toutes les exigences sociales et démocratiques, les aspirations à la liberté et au bien-être, à l'égalité, sont foulées au pied par ce système, tous les acquis des luttes passées remis en cause.

Il n'y a pas d'autre issue que d'en finir avec la domination des classes capitalistes, en finir avec ses bases juridiques, la propriété privée des moyens de production et d'échange, avec l'économie de marché à travers laquelle se décide, dans le système capitaliste, ce qui sera produit ou pas, en fonction des profits escomptés et au mépris des besoins réels.

C'est le seul programme moderne pour les travailleurs et les peuples du monde entier. Un programme pour construire, par dessus les vieilles frontières, une société débarrassée de l'exploitation, bâtie sur la socialisation des moyens de production et d'échange et contrôlée de façon démocratique. Capable, à travers une planification de la production, en mettant à profit une division du travail désormais planétaire et les moyens techniques considérables développés par le travail, de satisfaire les besoins de chacun, dans le respect de l'environnement.

Daniel Minvielle